

LE NOUVEL
observateur

LE NOUVEL
observateur

1983

LE NOUVEL
observateur

préface de Jean Daniel

© *Le Nouvel Observateur*, 1984.

Deux ans après... Vingt ans après...

Au début de l'année 1983 nous affirmions que ce n'était pas nos idées qui étaient au pouvoir mais nos débats. En ce début de l'an 1984 nous pourrions presque dire que ce sont, cette fois, nos idées. Avec cette réserve qu'elles règnent peut-être plus par nécessité (sinon par résignation) que par volonté. L'épreuve du pouvoir vécue par des hommes qui avaient procédé à un insuffisant examen de l'héritage qui leur était laissé, des retombées de la crise mondiale et des contradictions de la société française, cette épreuve a conduit un président socialiste à la gestion la plus « réaliste » de ce qu'on doit désormais appeler la nouvelle social-démocratie française. Ce réalisme conduit-il à réviser les principes mêmes, c'est l'une des questions qui ont été souvent agitées au cours de cette année de turbulences et de « repentirs », au sens que les peintres donnent à ce mot.

D'ordinaire la gauche était dans l'impossibilité de s'installer durablement au pouvoir. On ne voyait que les inconvénients de cette limitation qui paraissait faire partie de son essence. Du fait de la puissance de ses adversaires, elle ne pouvait parvenir au gouvernement que par accident et ne s'y maintenir que par miracle. Cette fois, la Constitution gaulliste a donné les moyens à la gauche de procéder aux réformes essentielles inscrites dans son programme, mais elle lui a fait aussi obligation d'en gérer les conséquences. Après avoir distribué, il lui faut produire ; après avoir protégé, il lui faut inciter ; après avoir projeté, il lui faut maintenir. Surtout, et pour l'essentiel, après avoir accusé la malveillance des hommes, il lui faut subir la résistance des

faits. L'hommage selon nous assez net que lui rendra cependant un jour l'Histoire, ce sera d'avoir manifesté, devant cette série de déconvenues et de difficultés, un esprit de sérieux et même de modestie dont personne ne la créditait, surtout dans un environnement international et en tout cas occidental qui lui était hostile.

Puisque nous nous aventurons à évoquer le jugement de l'Histoire, gageons que si l'on portera à l'actif du gouvernement socialiste d'avoir choisi de lutter contre le chômage par le procédé indirect, ingrat mais lucide de la lutte contre l'inflation, et d'avoir porté tous ses efforts sur la restructuration industrielle, on retiendra aussi comme un temps fort le soutien apporté par la France à l'Occident dans sa décision d'installer les fusées Pershing en Europe et comme des audaces bien risquées les interventions militaires au Tchad et au Liban. La social-démocratie française s'est révélée soucieuse de conserver sa liberté à un grand secteur de l'économie, de se détourner de toute espèce de protectionnisme, et de rester fidèle à ses engagements européens et atlantiques. Souvent la polémique avec ses éclats et ses outrances a fait écran et a occulté l'évidence de ce constat. On peut sans doute ajouter que le refus, pour la gauche au pouvoir, de théoriser ses adaptations et de rationaliser ses repentirs a suscité des joutes artificielles et des procès d'intention qui n'ont plus rien à voir avec la réalité. Dans le meilleur des cas, ce qu'on reproche à la gauche, c'est moins ce qu'elle fait que ce qu'elle prétend être, ou ce qu'elle avait affirmé vouloir être. Ce n'est pas un hasard si on continue d'exhumer pour les critiquer les dispositions contenues soit dans le programme commun soit dans le projet socialiste, dispositions que l'épreuve des faits a singulièrement infléchies sinon transformées.

Aussi bien en ce premier trimestre de 1984, l'identité de la gauche paraît-elle incertaine et c'est ce dont elle, et elle seule, ne peut s'accommoder. On n'attend rien en effet de la droite conservatrice et libérale en fait de théorie. L'empirisme est son principe, l'adaptation sa loi. Elle peut à l'occasion proposer une ambition, ce fut le cas du général de Gaulle, non un rêve et encore moins un dogme. La gauche, surtout quand elle se veut socialiste,

arrive avec des principes, un credo, une foi : son espérance est inscrite dans un projet. Elle a, de ce fait, des comptes à rendre. On ne se fait pas faute de lui en demander de tous côtés. Par définition, elle se met dans la situation d'être accusée : soit de fidélité aveugle par ses adversaires, soit de trahison opportuniste par ses partisans. C'est encore plus complexe aujourd'hui, où ce qu'on appelle « la deuxième gauche » peut prétendre que la doctrine enseignée au parti socialiste et à l'union de la gauche, en ne tenant aucun compte de la modernisation et de la mondialisation des problèmes, se mettait inévitablement dans la situation d'échouer ou de trahir, et de toute manière d'ébranler la foi des partisans. C'est vrai qu'il est toujours plus facile de s'inventer une identité dans les irresponsabilités de l'opposition. Et c'est vrai que la responsabilité du pouvoir conduit aujourd'hui la gauche à une crise d'identité.

Dans ces conditions, le nouveau projet — est-il vraiment nouveau ? — d'un journal comme le nôtre — qui, de surcroît, célèbre aujourd'hui son vingtième anniversaire — s'impose avec simplicité : contribuer, autant qu'un hebdomadaire d'information et de culture comme le nôtre peut se le permettre, à redéfinir une identité. En parcourant les étapes de nos récents engagements, que voyons-nous ? D'abord une espérance fondée dans un rapprochement idéologique et stratégique entre François Mitterrand d'une part, Mèndès France, Edmond Maire et Michel Rocard de l'autre. Ensuite une résignation à l'union de la gauche dans la mesure où elle était aussi un moyen d'affaiblir un parti communiste resté lié et à l'Union soviétique et aux archaïsmes étatistes ; enfin une décision tout à fait inhabituelle pour nous d'engager nos lecteurs à voter pour François Mitterrand au premier tour des élections présidentielles, de manière que la distance entre socialistes et communistes soit telle que François Mitterrand, s'il était élu, ne puisse rien devoir au parti de Georges Marchais. Nous pourrions dire dans un certain sens que nous n'avons pas d'autocritique à faire sur les illusions que nous pourrions avoir entretenues sur les possibilités de la gauche. En fait, la responsabilité en a été partagée par tous, et c'est un constat qu'illustre bien l'un des grands débats de l'année 1983 sur le comportement (certains ont dit le « silence ») des intellectuels.

Ce débat a sans doute été plus important du fait de sa signification que des messages qu'il a suscités. Mais il nous concernait au premier chef parce qu'avant d'être public il s'était déroulé d'abord à l'intérieur même de notre « mouvance ». Tandis que, en effet, contraints de gérer l'actualité politique dans son surgissement hebdomadaire, nous étions, par profession, conduits à décrire cette actualité avec des dispositions favorables à la gauche, un certain nombre d'intellectuels au sens très large du mot pouvaient, eux, se permettre de réserver leur jugement et de crisper leur vigilance. Pendant de longues années, ils s'étaient davantage souciés de se délivrer de l'intimidation communiste qui les avait parfois littéralement possédés. La dimension économique des problèmes politiques était par eux et par nous sous-estimée — c'est le plus juste reproche que nous aura fait un Raymond Aron dont on devait plus tard surestimer l'infailibilité sur d'autres plans. Dans la communauté antitotalitaire qui réunissait les intellectuels il y eut, sans doute, l'originalité des comportements libéralo-libertaires, l'imagination des partisans de l'expérimentation sociale et de l'autogestion, mais il n'y eut pas de travaux sérieux pour penser la crise comme on devait s'efforcer de penser la guerre. Il n'y eut pas de conception de gauche pour intégrer, gérer et dépasser la crise. Le recours à l'informatique avec Chevènement et Servan-Schreiber et à la culture avec Jacques Attali et Jack Lang est arrivé, après deux années de pouvoir : un tel délai ne pouvait manquer de donner à ce recours l'apparence d'une fuite ou d'une improvisation. De toute manière, il n'y a rien de spécifiquement de gauche dans ce recours, et on surprendrait un certain nombre de militants socialistes en leur démontrant que cela fait partie du credo qu'on leur a enseigné. Certains intellectuels s'accusent de n'avoir pas soutenu suffisamment dans le passé les positions d'Edmond Maire et de Michel Rocard. Il suffit pour les comprendre de voir ce que fut l'itinéraire d'un Jacques Delors, c'est-à-dire du socialiste qui fut le plus près d'Edmond Maire et qui, à l'occasion, confirme qu'il le demeure. Quand Delors s'est rendu compte, avec plus de sens politique qu'il ne se prête, de l'impossibilité qu'il y avait de dissocier l'avènement de la gauche au pouvoir de la gestion de

l'Union de la gauche par François Mitterrand, il en a tiré la conclusion que la France, l'expérience socialiste et l'ambition valaient bien une messe. Ainsi firent Michel Rocard et d'ailleurs tous les autres. Sans ce compromis avec leurs propres idées, non seulement ils ne seraient pas ministres, mais il n'est pas absolument certain que la gauche aurait pu vaincre. Le contraire est encore moins certain peut-être ? Il n'importe.

Nous sommes en tout cas de ceux qui tiennent que, sans la victoire de François Mitterrand et l'épreuve actuelle du pouvoir, la France populaire, une fois encore frustrée, aurait été bien plus ingouvernable qu'elle n'est aujourd'hui et surtout, pour le sujet qui nous occupe, la gauche dans son ensemble se serait davantage enfoncée dans ses illusions lyriques et dans cette mythologie ouvrière dont elle se délire aujourd'hui avec tant de malaise. Ce qu'il y a de plus positif dans la dure épreuve du gouvernement socialiste, c'est la mise à plat de tous les faits et de tous les principes ; c'est la disponibilité nouvelle de mentalités que l'opposition avait aveuglées. Chacun évidemment ne consent pas au retour à une sorte de point zéro de la pensée de gauche. Ils n'admettent pas, ou en tout cas ils se résignent mal au fait que le socialisme, sous peine de nier non ses principes circonstanciels mais son essence, est à réinventer tous les jours. Mais tous conviennent qu'une identité nouvelle manque désormais à la gauche et les plus partisans d'entre eux refusent de considérer les décisions du Prince, fût-il le plus éclairé, comme la seule alternative aux rigidités désuètes de l'ancien discours unitaire. Ce que le général de Gaulle a fait avec son Premier ministre Michel Debré (lui laisser le soin d'expliquer qu'on restait fidèle à l'Algérie française pendant qu'il se réservait le temps de s'adapter à la fatalité d'une Algérie indépendante), François Mitterrand ne peut se le permettre longtemps sous peine d'ôter toute crédibilité à son chef de gouvernement et d'en perdre lui-même dans son propre parti, pour commencer.

Je n'aurais pas l'outrecuidance de proposer cette nouvelle identité. Le rôle ne m'en revient pas et j'en serais au demeurant incapable. Il ne me paraît pas superflu cependant d'informer les lecteurs du « Nouvel Observateur » du caractère des échanges qui

dominent des équipes aussi différentes que celles qui animent notre hebdomadaire. Nous pensons que l'heure de la cohérence est arrivée et qu'une grande explication est attendue par la nation. Léon Blum n'avait pas hésité à le faire quand il a expliqué pourquoi il se refusait à intervenir en Espagne en 1936. Nous pensons qu'il convient de redéfinir l'esprit du socialisme plutôt que de s'évertuer à accréditer l'idée qu'on est fidèle à l'histoire du « mouvement ouvrier ». Nous estimons que l'inspiration de cet esprit est à la fois forte et simple : il s'agit de choisir à chaque instant le système qui offrira à tous les citoyens la plus grande capacité d'épanouissement, de contrôle et de protection. Ce système peut changer selon les époques et les situations et selon les expériences faites ailleurs. Les trois préoccupations (épanouissement, contrôle et protection) ne sauraient être dissociées et l'État ne saurait à aucun moment justifier un surcroît de puissance pour réaliser l'une d'entre elles aux dépens des deux autres. Si par exemple la protection est recherchée aux dépens de l'épanouissement, on sait déjà qu'on n'aboutira ni à l'une ni à l'autre. Toutes ces notions peuvent être aisément traduites en termes économiques, cela n'ajouterait rien à leur clarté et à leur force. À l'intention de ceux qui trouveraient ces données de base simplistes et générales, je m'empresse de préciser qu'une telle profession de foi conduit à considérer que les pays qui, sans l'atteindre, se rapprochent le plus de ce socialisme-là sont la Suède et l'Autriche. Les systèmes n'y sont pas les mêmes. Pour des raisons de circonstances, l'Autriche a procédé à des nationalisations plus nombreuses qu'en France tandis que la Suède a socialisé la distribution et non la production. Mais dans ces deux pays on peut trouver réunies les meilleures conditions pour que l'égalité des chances ne compromette pas l'initiative des réalisations et pour que la socialisation des biens produits ne limite ni la compétition des producteurs ni la souveraineté des citoyens. Les deux systèmes sont imparfaits et les avantages qu'ils présentent sont loin d'être tous imputables au socialisme. Ils ont des situations et des héritages différents. Il reste qu'ils constituent de bonnes références pour savoir de quoi on parle quand on utilise une expression qui recouvre tant de conceptions

contradictoires. Au fond, cela s'appelle assumer la social-démocratie.

On a dit que ce mot est historiquement chargé de tant de connotations polémiques qu'il faudrait pouvoir en inventer un autre. Il est bien vrai que longtemps l'expression « social-démocrate » a désigné une injure plutôt qu'un concept. Depuis Lénine cela signifie trahison. Outre qu'il semble tout de même que lesdites trahisons commises au nom de la social-démocratie soient bien peu de choses auprès des erreurs et des crimes perpétrés au nom du léninisme, mon avis personnel est que la réhabilitation de cette expression aurait au contraire valeur de symbole. Elle signifierait qu'on renonce au double langage cher à Guy Mollet, qui ne fut jamais aussi marxiste dans le discours que lorsqu'il était réactionnaire au pouvoir. Mais, de toute manière, le temps est dépassé où il fallait se soucier de ce qui était « unitaire » ou pas, de ce qui était ou non conforme à la liturgie révolutionnaire. Notre époque inflige à l'humanité des problèmes si nouveaux par leur nature et leur dimension, elle promet d'être si cruelle pour ceux qui n'essaieront pas de la comprendre, elle exige un tel effort d'imagination et de rupture que tous les vieux débats deviennent dérisoires. Écoutant en février 1983 certaines interventions aux Rencontres culturelles de la Sorbonne, j'en arrivai à cette conclusion que les vrais révolutionnaires de notre temps seront ceux qui parviendront à maîtriser les changements prodigieux qui s'opèrent en dehors de nous plutôt que ceux qui tentent d'introduire des changements improvisés dans des situations qui leur échappent.

Jean Daniel

I

L'ÉTAT DE DISGRÂCE

À l'heure où, en ce début d'année 1983, les bolides du Paris-Dakar traversent le Ténéré, la gauche, elle aussi, sait qu'il lui faut entrer dans un désert. Seule, récoltant déjà les fruits d'un début de gestion incertaine, environnée d'ennemis ou de sceptiques, elle doit, après l'état de grâce, ne point faiblir dans l'état de crise. Les prix s'emballent, le commerce extérieur est au rouge, les municipales laissent craindre le pire : dès lors, que faire ? En vérité, comme le souligne ici Jean Daniel, nombreux, très nombreux sont ceux qui, à gauche, estiment que l'heure est au redressement, et qu'il serait dangereux de la laisser passer. Quel redressement ? Celui, précisément, que « le Nouvel Observateur » appelait de ses vœux quand la droite était au pouvoir et qu'une certaine partie — volontariste, incantatoire — de la gauche trouvait alors trop masochiste. Oui, un redressement où la rigueur l'emporterait enfin sur l'illusion, où l'on préférerait le courage à la vaine démagogie. En d'autres termes, ce début d'année voyait arriver dans les rangs du gouvernement, non plus nos débats comme après la victoire du 10-Mai, mais nos idées : pour la première fois, la gauche, contrainte par la durée, sait qu'il lui faut gérer ses propres réformes et que, pour y parvenir, elle ne peut plus s'offrir le luxe de fuir une inévitable, une provisoire impopularité. Et qui sait si les historiens à venir ne feront pas, de cet aggiornamento intellectuel, moral et technique, le point de départ d'une idéologie inédite, le social-réalisme ?

L'heure du redressement

PAR JEAN DANIEL

Dépêchons-nous ! Au tour que prennent déjà les joutes électorales, nous n'aurons plus bientôt le choix qu'entre une aversion pour leurs outrances, ce qui serait une désertion de la démocratie, ou une complaisance à nous y vautrer, ce qui ne serait pas une contribution à son prestige. Nous avons juste le temps pour essayer de cerner quelques réalités avant que la marée des imprécations ne les recouvre.

Donc, après quelque vingt années d'exclusion, la gauche enfin au pouvoir, frappée de plein fouet par le troisième assaut d'une crise commencée en 1974, a procédé dans une fièvre euphorique et radicale à une série de réformes d'importance. Réformes dont les effets bénéfiques ne pourront se vérifier qu'avec le temps, mais qui, en tout cas, n'ont réussi ni à empêcher l'endettement extérieur, ni à maintenir le pouvoir d'achat, ni à augmenter la compétitivité de nos industries. Quant aux succès obtenus dans les domaines de l'inflation et du chômage, ils ne sont pas encore assez solides pour inspirer un vrai sentiment de sécurité. C'est que, pour certains, les inquiétudes sont devenues trop nombreuses, la vie trop difficile. L'état de grâce ? On a oublié jusqu'au fait même qu'il a existé.

Le gouvernement de la gauche a ainsi, de ce fait, suscité un nombre croissant de mécontents — que l'opposition a pour fonction normale et habituelle de mobiliser — dans le camp même des artisans de sa victoire. Il y a sans doute, dans ce camp, tous ceux qui estiment que le changement social a été insuffisant et que les réformes successives, pour importantes que certaines d'entre elles aient été séparément, n'ont pas été

articulées dans un projet de société fermement dessiné. Mais il y a aussi ce marais de petites gens, agriculteurs et artisans, que les jeunes et les chômeurs viennent rejoindre, disponibles pour tous les effets de tribune et qui sont en général les premiers à ressentir ce qu'on appelle « l'usure du pouvoir ». Le pouvoir est-il donc déjà « usé » ? Malgré l'évolution rapide des sondages, et presque toujours dans le même sens (l'augmentation du nombre des mécontents), Jérôme Jaffré, dans une étude comparative du « Monde », ne peut ni l'affirmer ni l'exclure. Incertitude qui est déjà en elle-même plus que préoccupante.

Alors ? Place libre pour l'opposition ? Ce qui devrait pourtant frapper les esprits libres, c'est bien l'inconsistance des arguments de ceux qui ont pour fonction de tirer parti de l'usure de leurs adversaires. Je ne parle pas des « prestations » auxquelles notre société du spectacle nous condamne. Oui, Giscard s'est révélé plein d'aisance et, ô surprise, plutôt meilleur que Chirac. Sans doute Raymond Barre a-t-il bien campé son nouveau rôle. Donc, équipe de rechange ? Mais pour quoi faire ? Ce qui est apparu comme criant d'évidence, c'est que ces opposants-là n'avaient rien de vraiment fondamental à opposer à la politique de François Mitterrand ou plutôt à la partie de cette politique qui a été inaugurée en juin dernier. Non, en vérité, rien de fondamental et sur aucun plan.

Sans doute cette opposition peut-elle s'en donner à cœur joie à propos de la première année de gestion. Ou du moins elle le pourrait. Mais elle avait prédit alors tant de catastrophes, de la collectivisation à la débâcle financière, et tant d'affreux déboires qui ne sont jamais arrivés ; le gouvernement socialiste a, de plus, sinon changé la barre, du moins redressé le cap avec tant de fermeté que les grands leaders de l'opposition en sont réduits à des sermons. Ils soulignent les contradictions des ministres : c'est vrai, il y en a ; ils font le compte des démentis et des retours en arrière : ces démentis et ces retours sont en effet nombreux et parfois déplorables ; ils contestent l'opportunité de certaines mesures : le choix du moment pour débattre de l'école libre ou la façon dont on a tergiversé sur le taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne constituent, c'est

vrai, autant de décisions aussi improvisées qu'imprudentes. Soit. Mais y a-t-il là autre chose que de simples reproches de gestion ? On croirait entendre des démocrates attaquer des républicains aux États-Unis.

En fait, ce qu'il y a de commun aux différents ténors de la droite, ce n'est pas ce qu'ils veulent faire. C'est ce qu'ils veulent défaire. La cinquième semaine de congé (alors que Raymond Barre l'avait bel et bien envisagée) ; les lois sociales Auroux (alors que Giscard en avait demandé au moins l'équivalent pour sa fameuse « réforme Sudreau de l'entreprise ») ; et puis, bien sûr, surtout, les nationalisations. Jacques Chirac, lui, veut dé-na-tio-na-li-ser : il le martèle à chaque occasion. Si on lui fait observer que presque toutes nos entreprises industrielles que l'on a nationalisées étaient déficitaires et que les actionnaires aujourd'hui indemnisés détiennent des obligations qui ont plus de valeur que n'en avaient leurs actions, Chirac passe outre. Il continue de marteler son slogan. Je concède à Françoise Giroud que Raymond Barre tente d'élever un peu le débat. Mais quel mal s'est-il donné pour être en désaccord avec Jacques Delors ! Et il n'a pas réussi à être plus convaincant que les autres sur son programme, ses projets, l'alternative qu'il proposait à la France. Tous ces hommes ne font que se proposer eux-mêmes. Pourquoi pas ? C'est leur rôle. C'est même plutôt leur métier. Mais on ne peut pas dire que cela constitue encore une vraie politique de rechange.

Où en est l'explication ? Ces hommes ne sont dépourvus ni d'intelligence ni d'informations. Mais la raison de leur embarras est bien simple, si l'on y réfléchit, et elle est essentielle pour comprendre notre société, comme d'ailleurs toutes les autres en Occident. Si les uns et les autres ont des reproches si peu fondamentaux à se faire, c'est que là où nous en sommes, en cette fin du xx^e siècle, ils ont découvert — mais que ne le proclament-ils tous et hautement ! — que les États sont désormais bien peu de chose, et les Princes bien démunis, devant les pesanteurs géopolitiques du monde et les rigidités sociales de la France. Le gouvernement s'en est bien rendu compte, mais il a du mal à en persuader tous ses partisans. Quant aux autres, ceux qui vatic-

LE NOUVEL observateur 1983

préface de Jean Daniel

L'année 1983 vue par "Le Nouvel Observateur" ? Tel est en tout cas le pari de ce volume où sont reproduits la plupart des grands articles d'un hebdomadaire qui n'a jamais eu peur des mots. Pourquoi 1983 ? Parce que, comme le remarque Jean Daniel dans sa préface, ce fut l'année où *"plus encore que nos débats, nos idées furent au pouvoir"*. Expérience délicate, périlleuse : comment un journal de gauche peut-il, soudain, cesser d'être une tribune d'opposition ? En vérité, "L'Obs" - qui célèbre aujourd'hui son vingtième anniversaire - n'est pas disposé à perdre la vigilance qui a fait sa réputation. A le relire ici, ses amis grinceront souvent des dents et ses ennemis ne pourront, s'ils sont honnêtes, que saluer son respect des faits, sa religion du talent et de l'information.



9 782070 701513

Extrait de la publication



84-III A 70151

ISBN 2-07-070151-4

75 FF tc